

Elections locales à Taiwan : même
un Etat sans reconnaissance
internationale officielle peut vivre
les aléas d'une démocratie comme
les autres !

Maëlle Lefèvre, François
Issard, Jean-François Di Meglio

A propos d'Asia Centre :

Fondé en 2005, Asia Centre est un institut de recherche indépendant qui conduit des débats et publications sur les relations internationales, stratégiques et économiques, ainsi que sur les transformations politiques et sociales en cours dans toutes les régions d'Asie-Pacifique. Au carrefour de la recherche universitaire et des prises de décision publiques et privées, les chercheurs d'Asia Centre identifient les enjeux régionaux significatifs et les analysent dans leurs dimensions locale et globale. Ses programmes sont ainsi élaborés en liaison avec un vaste réseau de partenaires, entreprises et grands centres spécialisés européens, américains et asiatiques. Il mène avec ceux-ci des opérations conjointes, pour une meilleure confrontation des idées et des enjeux. Les conclusions de ces rencontres, comme les résultats des travaux menés à partir des sources originales par nos chercheurs, sont largement diffusés via les publications du Centre comme par des revues, ouvrages et médias internationaux.

A propos des auteurs :

Maëlle Lefèvre est diplômée d'un master de sécurité internationale avec une spécialisation Asie de l'Est, à l'école d'affaires internationales de SciencesPo Paris (PSIA). Elle est également diplômée de langue chinoise à l'INALCO. Lors d'un programme d'échange d'un an, elle a étudié à l'université nationale de Taiwan (NTU) à Taipei. Elle a également travaillé à Taiwan dans le cadre d'un stage de six mois et suivi un programme de chinois intensif à l'université nationale normale de Taiwan (NTNU) dans le cadre d'une bourse du ministère de l'éducation taiwanais. Ses travaux de recherche portent, entre autres, sur la région Indo-Pacifique, la Grande Chine, et plus particulièrement les relations entre la Chine et Taiwan. Maëlle Lefèvre est également l'auteure de Jiazoku, roman paru en 2019 aux éditions Albin Michel, et traitant du trafic de mères porteuses chinoises au Japon mis en place par les Yakuzas.

François Issard est titulaire d'un Master en Géosciences et d'un diplôme d'Ingénieur de l'Institut Français du Pétrole (ENSPM). 40 ans d'expérience à des postes techniques, opérationnels et de direction dans l'industrie pétrolière et gazière en Afrique, en Europe, aux États-Unis et en Chine (où il a passé 18 ans) lui ont permis d'acquérir une connaissance approfondie des questions de bilan énergétique mondial et maintenant des questions liées à la transition énergétique - en particulier en Asie et en Europe - une expertise qu'il développe désormais en tant que Consultant International et Membre Exécutif d'Asia Centre.

Ancien élève de l'École normale supérieure et de l'Université de Pékin, Jean-François Di Meglio a passé plus de vingt ans dans un grand établissement financier français, en poste à l'international et en particulier en Asie. De 2005 à 2008 il a été responsable du secteur énergie et matières premières en Chine pour BNP Paribas. Il a rejoint Asia Centre en mai 2008 pour y mettre à profit sa connaissance du monde de l'entreprise et de l'Asie avant d'en être président en 2009.

Elections locales à Taiwan : même un Etat sans reconnaissance internationale officielle peut vivre les aléas d'une démocratie comme les autres

Maëlle Lefèvre, François Issard, Jean François Di Meglio

28 Novembre 2022

Alors que fermente enfin un ressentiment qu'on ne peut encore qualifier de l'autre côté du Détroit, la démocratie taiwanaise vient de vivre l'une de ces journées qui, sans être exactement l'équivalent des « mid-terms » (en référence au processus électoral US) sont à la fois une démonstration du dynamisme très particulier de la vie politique insulaire et une préfiguration des débats à venir lors de la campagne en vue de l'élection présidentielle au suffrage universel du début 2024. Rappelons que le parti actuellement au pouvoir est incarné par la Présidente Tsai Ing-wen, dont le mandat actuel est constitutionnellement le dernier, puisqu'il est le deuxième. Elle détenait jusqu'à samedi 26 novembre aussi la présidence du DPP, pour « democratic progressive party » en anglais, (PDP en français), trop souvent et trop simplement qualifié de un parti « indépendantiste », mais classiquement assimilé à la couleur « verte » qui est son emblème, comme le « bleu » est la marque du Kuo Min-Tang, ex-parti dominant arrivé « dans les valises de Tchang Kai-tchek » en 1949 et détenteur de la Présidence jusqu'en 2000, puis de 2008 à 2012. Au vu des résultats des élections locales, Tsai Ing-wen a démissionné de la présidence du parti, comme elle l'avait fait lorsqu'elle avait été une première fois battue aux élections présidentielles de 2012, pour la reprendre en 2014 et la garder depuis.

Ces fausses « mid-terms » portent à Taiwan l'appellation de « 9 en 1 » car, du fait de l'instauration d'éléments de démocratie directe et participative lorsque le parti au pouvoir a pu procéder à des révisions constitutionnelles, des référendums d'initiative populaire ont pu se tenir simultanément. Cette fois-ci, il s'est agi aussi d'un referendum inspiré directement par l'exécutif. En l'occurrence, l'abaissement de la majorité électorale de 20 à 18 ans était proposé. Cependant, les règles très complexes de validation du vote, favorable pourtant à l'approbation de la mesure proposée, n'ont pas permis le succès de cette mesure malgré son évidente popularité et malgré le fait qu'elle était l'une des dernières manifestations d'un certain « paternalisme » hérité des premiers temps du Kuo Min-tang (KMT). Ces complexités électorales, dont le KMT lui-même avait tenté de tirer parti en 2021 lors de la proposition d'un référendum d'initiative populaire supposé déstabiliser le pouvoir en place, ont encore une fois compromis le passage d'une mesure pourtant souhaitée par tous. Comme l'a admis Mme Tsai Ing-wen elle-même, résumant les causes de cette défaite, « il existe un espace entre les attentes populaires et le travail au quotidien de son parti ».

Pour certains observateurs, cette « discorde chez l'ennemi » apparaîtrait comme une « victoire de Pékin », car elle démontrerait les faiblesses d'un système démocratique qui, bien qu'avancé, reste encore fragile.

Les mêmes, de façon peu nuancée, voient dans la « vague bleue » par laquelle les électeurs ont porté à la tête de la plupart des municipalités-clés de l'île des représentants de l'opposition, une sorte de désaveu clair apporté à l'affirmation de l'identité taiwanaise et à la politique de la Présidente, toujours prudente quand il s'agit d'évoquer l'indépendance, mais toujours très désireuse également de sensibiliser ses alliés aux dangers que présente l'agressivité chinoise. La visite de Nancy Pelosi, en août 2022, événement instrumentalisé par Pékin qui a lancé en représailles son Armée Populaire dans des manœuvres d'encerclement sans précédent à l'encontre de Taiwan, est l'exemple même, pour la partie de l'opinion qui s'en prend à la Présidente Tsai, de liaisons affirmées de façon excessivement dangereuse avec un « protecteur » dont la sincérité peut être parfois remise en doute.

Assurément, les résultats de cette élection sont tranchés : le KMT tient désormais quatre des « six municipalités spéciales » (régies par un équivalent de la loi électorale française dite « PLM ») et la ville de Taipei elle-même (incluse dans une circonscription plus grande qui avait échappé au KMT pour tomber aux mains d'un « indépendant » mais lui revient aussi, le TPP, parti tiers, ne prenant que la circonscription de Miaoli, au sud de Taipei) est prise par une personnalité montante du KMT, Chiang Wan'an, qui se présente comme un descendant de Chiang Kai-shek. C'est une surprise car la personnalité battue issue de la majorité est l'ancien Ministre de la santé, Chen Shih-chung, qui -, jusqu'en 2020, alors que la politique « zéro-Covid » semblait réussir uniquement dans l'île, alors que le monde se débattait avec la pandémie - avait beaucoup de crédit dans l'opinion.

C'est sans doute indirectement le retournement de la situation sanitaire, avec l'arrivée dans l'île des variants Omicron extrêmement contagieux, qui est la cause principale de l'échec du parti au pouvoir au cours de ces élections, mais ce n'est pas la seule. Sur le front économique, il est certain que le retard pris par les autorités à rouvrir l'île aux visiteurs extérieurs (suivant en ce cas l'exemple de la plupart de ses voisins asiatiques non chinois) est interprété comme la cause principale des résultats décevants de la croissance post-Covid. Même si le PIB pourrait être en hausse de 3% cette année, après avoir frôlé les 4% en 2021, le ralentissement en cours est perçu de façon négative, de même que la remontée de l'inflation. C'est justement le manque d'actions concrètes sur des questions sociales pourtant cruciales (transports, salaires, pouvoir d'achat en stagnation, conditions de travail dans des entreprises du type TSMC qui ne risquent pas d'être remises en question en tant que « montagne sacrée protégeant la nation »...) qui explique également ce revers du DPP, alors qu'il s'était vu conforté lors des élections nationales pour sa position antichinoise. En effet, la question des relations « inter-détroit » éclipse souvent d'autres débats politiques. Pour cette raison, cette perte de municipalités pour le DPP, contrairement aux analyses de certains observateurs qui réduisent systématiquement l'analyse des votes donnés ou repris au KMT à la question

du Détroit, n'est pas nécessairement un très mauvais signe pour le DPP. D'une part, si le DPP tire correctement les leçons de ce revers, il pourrait ressortir plus fort de cette défaite et réaliser qu'il est temps de proposer un programme plus large qui ne se cantonne pas à la politique étrangère pour gagner des voix. D'autre part, confronté à l'exercice du pouvoir dans un contexte mondial complexe et incertain, le KMT n'est pas assuré de faire mieux que le DPP sur les questions locales (d'autant plus que pour ce qui concerne les salaires et le pouvoir d'achat, sa ligne traditionnelle est plutôt conservatrice et en faveur du patronat). Aussi, les déceptions qui pourraient en résulter au sein de l'électorat ne favoriseraient que davantage une victoire présidentielle du DPP en 2024, de la même manière que la victoire du KMT aux élections municipales de 2018 avait été suivie de la réélection de Tsai Ing-wen en 2020. Le message clef à l'issue de ces élections municipales est en tout cas celui d'une démocratie taïwanaise qui est toujours fragilisée lorsque le débat est phagocyté par les relations de Taiwan avec Pékin. Il serait judicieux pour les deux partis principaux (KMT et DPP) d'en prendre note.

Quelques débats complexes, sinon parfois microcholiens ou microscopiques, comme celui qui a porté sur les préférences de vaccin et les politiques de vaccination, ont terni aussi l'autorité du gouvernement. Mais c'est avant tout, sans doute, une certaine « hystérisation » sinon « paroxysation » du débat démocratique qui a coûté des voix au DPP. Ces élections locales ont été l'expression de préoccupations parfois locales, mais ont aussi été le véhicule utilisé par les électeurs pour indiquer que si l'enjeu majeur et même vital pour Taiwan restait la relation avec le « Continent », il ne s'agissait pas de transformer tout vote en « référendum » pour la politique de distanciation avec Pékin. Les sondages fréquents, attestant l'attachement grandissant de la population à l'identité taïwanaise, devraient « rassurer » le pouvoir et les orientations courageuses de la Présidente. En revanche, la stratégie

consistant à laisser ressentir que le positionnement hostile à Pékin, en réponse à l'agressivité indéniablement grandissante de Xi Jinping, devait être le ferment de l'unité insulaire s'est cette fois avérée insuffisante, frôlant parfois la volonté de « plébiscite personnel pour la Présidente Tsai » comme certains opposants non dénués de mauvaise foi ont tenté de l'accréditer.

Les postures d'humilité succédant à la défaite, la démission de la Présidence du parti, ont confirmé ensuite la part parfois théâtrale, ou en tout cas spectaculaire de la vie politique taïwanaise, conforme à la fois aux passions qui traversent la population vibrante de cette jeune démocratie et l'affection qu'elle porte à un jeu politique ouvert. Les données concernées ne sont pas disponibles à cette heure, mais il serait sans doute très instructif de connaître à ce sujet la composante générationnelle de ce vote et de comparer les élections locales et nationales sous cet angle.

Il est piquant de constater qu'au même moment, « en face », ce sont aussi ces contradictions, ces difficultés de la vie quotidienne, mais certainement, avant tout, le souhait indispensable de pouvoir disposer de leur destin, qui mettent en mouvement

ces derniers jours des foules de plus en plus nombreuses, jeunes pour la plupart : elles protestent contre les excès de la politique du « zéro-covid » sur le Continent, mais au regard de ce qui se passe en même temps à Taiwan, on comprend qu'il s'agit d'un enjeu encore plus vaste et critique qui se dessine potentiellement de l'autre côté du Détroit, un enjeu qui pourrait dépasser le simple cadre régional.